



Réf. : BN/JMB/2016 n° 81

Paris, le 19 Octobre 2016

Monsieur le Directeur Général,

Par la présente, nous vous adressons un appel solennel afin que les rassemblements spontanés de fonctionnaires de police de ces dernières heures, exprimant la solidarité avec leur collègue hospitalisé, la douleur et la colère face aux actes de grande violence qui les visent au quotidien, ne soient pas poursuivis par la voie disciplinaire.

Nous savons les mesures engagées par le ministère, dont les renforts d'effectifs qui commencent à arriver dans les services, les investissements matériels réalisés ou promis, et les protocoles qui amélioreront les carrières des agents. Elles étaient nécessaires, mais n'ont pu répondre à temps à la situation critique et urgente que vivent nombre de policiers confrontés à une violence qui augmente constamment, en fréquence comme en intensité.

L'accumulation d'année en année (+25% de policiers victimes en service depuis 2009) a conduit les fonctionnaires les plus exposés à une saturation qui, combinée au suremploi dans un contexte de lutte anti-terroriste, explique aujourd'hui ces débordements qu'il faut bien davantage considérer comme une expression de grande souffrance au travail, que comme un manquement aux obligations déontologiques.

Plus largement, mieux protéger les policiers, les reconnaître, est une nécessité qui ne doit pas servir de prétexte à dénaturer leur mission de représentants de l'ordre. Aujourd'hui ils ont le sentiment, et le vécu, d'être des cibles, des punching-balls livrés à quelques bandes qui exècrent notre société et n'y vivent que pour s'en nourrir par la criminalité et les économies parallèles mafieuses. L'attaque organisée, préméditée, à Viry-Chatillon, montre que leur simple présence dérange sur les territoires que ces bandes veulent dominer, au point qu'elles utilisent des moyens mortels pour les en éloigner.

C'est cela qui est inacceptable.

Depuis des années nous exprimons devant les parlementaires, les élus locaux, les ministres et leurs administrations, toutes les difficultés d'exercice des policiers de terrain.

Tout s'ajoute : les lourdeurs administratives et procédurales, les répétitions multiples par les mêmes individus de faits délictuels dans une quasi-impunité, l'insuffisance des sanctions prononcées contre nombre des délinquants, alors que les efforts produits pour les confondre et les mettre à disposition de la Justice ont été gigantesques, les agressions, insultes et humiliations que les policiers doivent endurer, la perte de sens de missions qui ne font que lisser la surface pour un semblant d'ordre dans les quartiers difficiles, et qui expriment trop souvent une forme de politique du chiffre soutenue par des exigences statistiques, etc.

Nos collègues de terrain ne voient plus le cap à suivre. L'institution qu'ils servent, empêtrée dans ses contradictions internes et hiérarchiques, ne leur propose ni cohérence ni cohésion, générant ce sentiment d'abandon qu'ils crient aujourd'hui.

Les courriers, les tracts, les propos en audience que nous vous adressons sont là pour exprimer ce qu'ils nous disent et ressentent. La forme peut vous avoir parfois parue excessive ou caricaturale, mais elle est le reflet d'une réalité : celle de ces femmes et ces hommes qui sur le terrain sont désemparés. Si cette voix syndicale n'est pas entendue, ils finissent par s'exprimer eux mêmes.

Le 19 octobre 2015, Place Vendôme à PARIS et dans les régions, les organisations syndicales avaient relayé et encadré cette colère des policiers, révoltés par la violence qui avait failli coûter la vie du Lieutenant Yann SAILLOUR. Tous dénonçaient des conditions et des outils de travail très insuffisants.

Ces discours étaient les mêmes depuis des années, parfois écoutés, mais pas entendus... Au delà des nécessaires mesures catégorielles obtenues, rien n'a changé, ou trop peu !

Les policiers, nos collègues, nos mandants, ne remettent pas en cause notre détermination mais se désespèrent de voir que sur les questions de fond nos analyses ne sont pas prises en compte et que leur exercice professionnel se dégrade constamment, tout comme la situation de ces quartiers pourris par la violence.

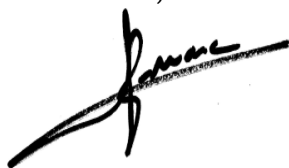
Cette insuffisance, voire l'absence de dialogue professionnel, produit finalement ce résultat : ces policiers veulent être réellement entendus, parce que leur métier est devenu impossible à exercer et à vivre.

S'attaquer à la racine du mal est un choix politique, un choix de société : les lois existent, les policiers sont loyaux aux valeurs de la République, encore faut-il donner un sens à leur application, comme à l'implication des policiers. Cela passe aussi par le respect de tous les représentants de l'État qui sont investis dans leurs missions.

Les sanctionner pour avoir exprimé, spontanément et avec dignité, la désespérance de leur quotidien n'aurait pas plus de sens que la situation qu'ils dénoncent. Vous avez déclaré comprendre leur colère, alors nous vous demandons de ne pas les poursuivre, tout comme ne l'avaient pas été les gendarmes qui, en 2001, avaient laissé de côté leur devoir de réserve pour exprimer leur mal être en se rassemblant à PARIS.

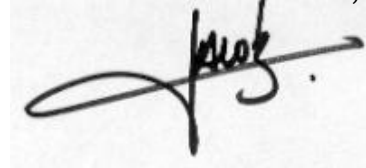
Nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur Général, en l'assurance de notre haute considération.

Le Secrétaire Général
du SCSI-CFDT,



Jean-Marc BAILLEUL

Le Secrétaire Général
d'ALTERNATIVE POLICE,



Denis JACOB

Monsieur Jean-Marc FALCONE
Directeur Général de la Police Nationale
Place Beauvau

75800 - PARIS CEDEX 08